

ÉDITORIAL

Alors que chacun admet la nécessité de développer toutes les formations, alors qu'un large consensus existe autour de l'idée que 80 % des effectifs d'une classe d'âge doivent atteindre le niveau du bac - bien que cet objectif soit bien ambitieux et difficile à atteindre rapidement - il est curieux d'observer le manque de hardiesse que manifestent les projets actuellement en cours. On va construire des mètres carrés de locaux, augmenter les capacités d'accueil, former de nouveaux enseignants. On ne peut que se réjouir de ces mesures quantitatives qui ne sont pas négligeables, mais on s'interroge sur les évolutions de l'école 10 ans avant que ne commence le troisième millénaire.

Sans se précipiter dans des réformes trop hâtives, ne serait-il pas urgent d'explorer de manière approfondie des ouvertures qui paraissent indispensables ? :

- formation initiale, formation continue et autoformation,
- formation à l'école, formation sur le lieu de travail, formation chez soi,
- définition des connaissances, savoirs-faire, aptitudes à ...

Il n'est pas du rôle de l'EPI de traiter de ces questions dans leur globalité, mais nous constatons que tous ces problèmes ont des traductions concrètes et précises en ce qui concerne "l'utilisation des nouvelles technologies en éducation". De nombreux rapports mettent en valeur leurs incidences prévisibles sur l'école et font des propositions. Malheureusement, on ne voit se dessiner aucune approche politique globale hiérarchisant les priorités qu'il faudrait mettre en oeuvre dans le cadre d'une action qui se développerait dans la durée.

On se souvient de l'expression "Quand on veut enterrer un problème, on crée une commission". Ne serait-il pas préférable d'avoir plutôt un débat public sur ces problèmes et de prendre le risque de choisir des orientations au lieu de piloter à vue en laissant aux collectivités locales ou aux responsables régionaux la responsabilité de décisions de caractère général ?

Chacun sait bien que ce n'est pas un nouveau plan d'équipement en matériels (qui n'en est d'ailleurs pas un) ou une nouvelle vague de
 LE BULLETIN DE L'EPI N° 59 ÉDITORIAL

logiciels en licence mixte qui va régler le problème ; de telles décisions ne sont jugées que par leur impact sur le monde informatique. Le rôle de l'Education Nationale n'est pas de créer des marchés, surtout des marchés protégés, mais de définir une politique cohérente et prospective.

Nul doute que le rôle des IUFM sera essentiel durant la prochaine décennie. Profitera-t-on du renouvellement important d'enseignants pour faire que tous soient capables d'utiliser d'une manière éclairée ces nouvelles technologies dont on admire l'efficacité dans tant d'autres professions ?

Par ailleurs, des initiatives simples, concrètes mais significatives, pourraient illustrer de multiples manières la volonté de voir l'école s'ouvrir sur le monde :

- faciliter l'équipement personnel de chaque enseignant afin qu'il s'approprie des outils de travail pédagogique modernes,
- développer une "bureautique pédagogique" qui permettrait aux enseignants de mieux intégrer les technologies nouvelles dans leurs diverses activités.

D'une manière générale, l'organisation d'un ensemble de savoirs et la manière de les échanger ne peuvent plus ignorer les Nouvelles Technologies.

Constituer un nouveau fonds culturel devrait être l'ambition de tous ceux qui s'occupent d'éducation et de formation. C'est au Service Public d'être le maître d'œuvre d'un tel projet.

Jacques LUCY

Les convocations à l'Assemblée Générale ont été adressées à tous les adhérents le 24 septembre ; elles étaient accompagnées d'un projet de texte de 7 pages à soumettre au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale du 20 octobre 1990.